



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule Carrières Mines, Après Mines
Cité administrative, Bât. D
19 rue de Ciron
81013 ALBI Cedex 09

Albi, le 07/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SARL GRANITARN CARRIERES

Terme de Lascombes
81490 ST SALVY DE LA BALME

Références : CCAM 81-2022-22

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement SARL GRANITARN CARRIERES implanté Terme de Lascombes 81490 ST SALVY DE LA BALME. L'inspection a été annoncée le 28/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GRANITARN CARRIERES
- Terme de Lascombes 81490 ST SALVY DE LA BALME
- Code AIOT dans GUN : 0006803537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Cette exploitation de carrière a été reprise par la société GRANITARN depuis le 2 avril 2021. Les travaux d'extraction, dans l'objectif de connaître le potentiel qualitatif du gisement, sont réengagés depuis janvier 2022. A l'issue de cette période d'investigation, l'exploitant portera à la connaissance du préfet les modifications utiles pour la poursuite de l'exploitation du site. La précédente inspection a été menée le 12 février 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- information du public (panneau d'identité),
- bornage : délimitation du périmètre de l'autorisation,

- signalisation du danger (panneaux),
- registre et plans : plan d'exploitation,
- accès contrôlé à la carrière,
- extraction et phasage,
- cote minimale de l'extraction,
- garanties financières,
- gestion des déchets inertes résultant de l'extraction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Phasage de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, articles CE7 et CE8	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Identité et référence de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article AP1	/	Sans objet
Délimitation périmètre autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article AP2	/	Sans objet
Signalisation du danger	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article AP4	/	Sans objet
Registres et plan	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article DG7	/	Sans objet
Contrôle accès carrière	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article DG8	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article GF1	/	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de Gestion des Déchets (PGD)- Existence	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sous exploitée depuis son autorisation en date du 3 juillet 2007, le phasage d'extraction n'a pu être respecté comme défini par l'arrêté d'autorisation. Une actualisation par un porter à connaissance est attendu.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Identité et référence de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article AP1
Thème(s) : Risques accidentels, Identité et référence de l'autorisation
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place, à ses frais, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau présent à l'entrée du site est conforme aux prescriptions.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Délimitation périmètre autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article AP2
Thème(s) : Risques accidentels, Délimitation périmètre autorisation
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue, à ses frais, la délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation. A cet effet, des bornes (ou autres repères fixes) sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation en accord avec l'inspection des installations classées. L'exploitant doit veiller à ce que ces repères restent en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le périmètre autorisé est délimité : vérification de quelques bornes au fil de l'inspection.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Signalisation du danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article AP4
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation du danger
Prescription contrôlée : Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'exploitant a installé des panneaux signalant le danger aux endroits les plus accessibles par le public.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registres et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article DG7
Thème(s) : Risques accidentels, Registres et plan
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/ 1000° ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : -les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci ; -les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ; -les cotes NGF des différents points significatifs ; -les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ; -la position des ouvrages à préserver.
Constats : L'exploitant a présenté un plan actualisé en juillet 2021. Il est conforme.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle accès carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article DG8
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle accès carrière
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès de la carrière doit être contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. À cet effet, un dispositif de fermeture (barrière, portail, ...) est implanté à l'entrée de l'exploitation. Des panneaux interdisant l'accès et rappelant le danger complètent cette protection.
Constats : L'accès à la carrière est fermé par des chaînes cadenassées lorsque la carrière n'est pas en activité.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Phasage de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article CE7 et CE8
Thème(s) : Risques accidentels, Phasage de l'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction portera sur la totalité du gisement existant de granite, soit une épaisseur moyenne de 18 mètres et une côte minimale en fond d'excavation de 540 m NGF. L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté.
Constats : Cette carrière dont l'exploitation est reprise par la société GRANITARN depuis janvier 2022 ne respecte pas le phasage d'extraction défini par l'arrêté d'autorisation. L'exploitant a besoin de poursuivre ses travaux d'extraction afin de connaître le potentiel du gisement présent, puis il proposera un nouveau phasage de l'exploitation.
Observations : délai de 6 mois pour proposer un nouveau phasage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2007, article GF1
Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières
Prescription contrôlée : Montant actualisé des garanties financières : 76 496 € lors de la quatrième phase.
Constats : Les garanties financières sont constituées à hauteur de 76 423 € du 3 juillet 2022 au 2 juillet 2027. Elles correspondent à la quatrième phase de l'exploitation de la carrière.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Présence d'une installation de stockage des déchets d'extraction : les déchets inertes résultant de l'extraction sont stockés à l'ouest du site (parcelle 258) dans l'attente de leur reprise pour la remise en état du site.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Lors de l'inspection aucun désordre n'a été constaté visuellement sur ce stockage des déchets d'extraction : pas d'instabilité, pas d'envol de poussières, pas d'écoulement susceptible d'engendrer une pollution.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitation ayant reprise depuis environ 6 mois, le stockage des déchets inertes représente environ 2 000 tonnes. Cela est conforme au plan de gestion.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : La zone de stockage apparaît sur le plan d'exploitation produit en juillet 2021.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de Gestion des Déchets (PGD)-Existence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de Gestion des Déchets (PGD)-Existence
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : L'exploitant a établi le 2 mars 2022 un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : La nature et la quantité des déchets stockés sur site est cohérente avec le PGD
Constats : Il n'y a pas énormément de stériles stockés sur le site. Le plan apparaît néanmoins cohérent avec la réalité.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le lieu d'implantation de l'installation de gestion des déchets correspond à celui indiqué dans le PGD
Constats : Le lieu d'implantation du stockage des déchets correspond à celui indiqué dans le plan de gestion.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Les déchets sont traités conformément à ce qui est décrit dans le PGD (ex : criblage en voie humide, concassage, broyage...)
Constats : Aucun traitement n'est nécessaire lors du stockage des déchets puisqu'il s'agit de stériles de granite qui ne sont pas commercialisables.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Les mesures de prévention ou de réduction des incidences du dépôt des déchets sur l'environnement et la santé humaine sont mises en œuvre
Constats : Aucune mesure n'apparaît utile puisque ces déchets ne sont pas susceptibles d'engendrer des incidences sur l'environnement ou sur la santé humaine.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Les procédures de contrôle et de surveillance de l'installation décrites dans le PGD sont mises en œuvre.
Constats : Conformément au plan de gestion, les mesures de contrôle et de surveillance portent sur : <ul style="list-style-type: none">- l'infiltration des eaux pluviales,- la hauteur du stockage (impact sur le paysage et stabilité),- la pente maximale des talus (1/1),- l'accès limité aux abords du stockage pour la sécurité des personnes.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Si la remise en état de la zone de stockage est en cours, elle est conforme au plan proposé dans le PGD.
Constats : Il n'est pas envisagé de remise en état de la zone de stockage. Les déchets seront repris ultérieurement pour remettre en état la carrière. Une partie pourra être valorisée (enrochements et granulats).
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet